



1ST SESSION, 38TH LEGISLATURE, ONTARIO  
53 ELIZABETH II, 2004

1<sup>re</sup> SESSION, 38<sup>e</sup> LÉGISLATURE, ONTARIO  
53 ELIZABETH II, 2004

## Bill 88

## Projet de loi 88

**An Act to amend  
the Private Investigators  
and Security Guards Act**

**Loi modifiant la  
Loi sur les enquêteurs privés  
et les gardiens**

**Mr. Dunlop**

**M. Dunlop**

**Private Member's Bill**

**Projet de loi de député**

1st Reading      June 1, 2004  
2nd Reading  
3rd Reading  
Royal Assent

1<sup>re</sup> lecture      1<sup>er</sup> juin 2004  
2<sup>e</sup> lecture  
3<sup>e</sup> lecture  
Sanction royale





## EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Private Investigators and Security Guards Act*.

It removes the present exemption from the Act for members of the Corps of Commissioners and for private investigators and security guards whose work is confined to acting for only one employer.

An individual is not eligible for a licence under the Act unless the individual has passed the examinations or attained the standards prescribed by the regulations made under the Act. A corporation is not eligible for a licence under the Act unless a director or officer of the corporation has passed those examinations or attained those standards. The examination and standards must be appropriate for the class of licence for which a person applies and must cover the following areas: the force that a licensee can lawfully use when acting as a private investigator or security guard and the safe use of firearms and the lawful means of making arrests, if the licensee is required to use firearms or make arrests, as the case may be, when acting as a private investigator or security guard.

A licence issued under the Act must state the class, if applicable, for which it is issued. The regulations can prescribe terms of a licence, in addition to the terms that the Registrar can impose at present. The terms may be different for different classes of licences and may include restrictions on the equipment that the licensee is authorized to use or prohibited from using in performing the functions for which person requires the class of licence.

A licence issued or renewed on or after the Bill comes into force has a term of no more than one year. The Registrar can suspend or cancel the licence under section 14 of the Act if the licensee is no longer eligible for the licence. A licence no longer expires when the licensee's employment in respect of which it was issued terminates.

The Bill adds several restrictions for licensees. The uniform that a security guard is required to wear while on duty must not reasonably resemble the uniform of a police officer. The Minister responsible for the administration of the Act can restrict the markings and colours of a motor vehicle that a security guard uses while on duty, which must not in any event reasonably resemble a marked police vehicle. No licensee while on duty is allowed to wear or use badges or other insignia that reasonably resemble those of a police officer. The regulations can specify restrictions on equipment that a licensee is allowed to use while on duty.

If the regulations require a licensee to keep books and records, they must include a record of all incidents in which the licensee used force while acting as a private investigator or security guard. The licensee is required to furnish a copy of the record annually to the Minister responsible for the administration of the Act. The Minister is required to make the record available for inspection by the public. The regulations can also set out a code of conduct that licensees are required to comply with when acting as a private investigator or security guard.

The Bill establishes the Private Investigators and Security Guards Complaints Commission composed of members appointed by the Lieutenant Governor in Council who are not and have not been private investigators or security guards. At the direction of the Minister responsible for the administration of the Act, the Commission is required to advise the Minister on the enforcement of the Act and the regulations. The Commission must also submit an annual report to the Minister on its activities.

## NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi sur les enquêteurs privés et les gardiens*.

Il supprime l'exemption de l'application de la Loi dont bénéficient les membres du Corps de commissaires et les enquêteurs privés et gardiens qui ne travaillent que pour un seul employeur.

Un particulier n'a droit à une licence aux termes de la Loi que s'il a réussi aux examens prescrits ou a répondu aux normes prescrites par les règlements pris en application de la Loi. Une personne morale n'a droit à une licence que si un de ses administrateurs ou dirigeants a réussi à ces examens ou a répondu à ces normes. L'examen et les normes doivent convenir à la catégorie de licence qu'une personne demande et traiter des questions suivantes : la force que le titulaire d'une licence peut légalement utiliser à titre d'enquêteur privé ou de gardien et l'utilisation sécuritaire des armes à feu et les moyens légaux d'effectuer des arrestations, si le titulaire d'une licence est obligé d'utiliser des armes ou d'effectuer des arrestations, selon le cas, lorsqu'il agit en qualité d'enquêteur privé ou de gardien.

Une licence délivrée aux termes de la Loi doit préciser la catégorie de licence, le cas échéant, pour laquelle elle est délivrée. Les règlements peuvent prescrire les conditions d'une licence, en plus de celles que le registrateur peut imposer actuellement. Les conditions peuvent être différentes pour des catégories de licences différentes et peuvent comprendre des restrictions sur l'équipement que le titulaire d'une licence est autorisé ou n'est pas autorisé à utiliser dans l'exercice des fonctions pour lesquelles une personne exige la catégorie de licence.

Une licence qui est délivrée ou renouvelée le jour de l'entrée en vigueur du projet de loi ou par la suite est valide pendant un an au plus. Le registrateur peut suspendre ou annuler une licence en vertu de l'article 14 de la Loi si le titulaire de la licence n'y a plus droit. Une licence cesse d'expirer lorsque prend fin l'emploi du titulaire à l'égard duquel la licence a été délivrée.

Le projet de loi ajoute plusieurs restrictions à celles imposées aux titulaires d'une licence. L'uniforme qu'un gardien doit porter en exerçant les fonctions de son emploi ne doit pas ressembler raisonnablement à celui d'un agent de police. Le ministre chargé de l'application de la Loi peut imposer des restrictions quant aux inscriptions et couleurs du véhicule automobile qu'un gardien utilise en exerçant les fonctions de son emploi; ce véhicule ne doit pas ressembler raisonnablement à un véhicule de police identifié. Lorsqu'il exerce les fonctions de son emploi, un titulaire d'une licence ne doit pas utiliser des insignes ou autres marques qui ressemblent raisonnablement à ceux d'un agent de police. Les règlements peuvent préciser des restrictions quant à l'équipement que le titulaire d'une licence peut utiliser en exerçant les fonctions de son emploi.

Si les règlements exigent que le titulaire d'une licence tienne des livres et des dossiers, ces documents doivent comprendre un dossier de tous les incidents dans lesquels le titulaire a eu recours à la force à titre d'enquêteur privé ou de gardien. Le titulaire doit remettre une copie de ce dossier annuellement au ministre chargé de l'application de la Loi. Le ministre doit mettre le dossier à la disposition du public aux fins d'examen. De plus, les règlements peuvent créer un code de déontologie que le titulaire d'une licence doit respecter lorsqu'il agit en qualité d'enquêteur privé ou de gardien.

Le projet de loi crée une Commission des plaintes contre les enquêteurs privés et les gardiens qui est composée de membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil qui ne sont pas ou qui n'ont pas été enquêteurs privés ou gardiens. Sur l'ordre du ministre chargé de l'application de la Loi, la Commission doit le conseiller sur l'exécution de la Loi et des règlements. Elle doit également remettre au ministre un rapport annuel sur ses activités.

A person can make a written complaint to the Commission if the person reasonably believes that an applicant for a licence or a licensee has contravened or is about to contravene the Act, the regulations or, in the case of a licensee, a term of the licence of the licensee. Upon receiving a complaint, the Commission can require the person about whom the complaint is made or any licensee to provide information about the complaint. The Commission can also appoint inspectors to enter a premises or vehicle in order to investigate the complaint. The Commission is required to disclose information that it receives to the Registrar if the information relates to the eligibility of an applicant for a licence or a licensee to hold a licence and to the Minister responsible for the administration of the Act if the information reasonably indicates that a person may be guilty of an offence under the Act.

The penalty for a corporation that is convicted of an offence under the Act is increased to a fine of not less than \$50,000 and not more than \$100,000.

Une personne peut présenter une plainte écrite à la Commission si elle a des motifs raisonnables de croire que l'auteur d'une demande de licence ou le titulaire d'une licence a enfreint ou s'apprête à enfreindre la Loi ou les règlements, ou, dans le cas du titulaire d'une licence, une condition de celle-ci. Sur réception d'une plainte, la Commission peut exiger que la personne qui en fait l'objet ou un titulaire d'une licence fournisse des renseignements sur la plainte. La Commission peut également nommer des inspecteurs qui peuvent pénétrer dans des locaux ou un véhicule afin de faire enquête sur la plainte. La Commission est tenue de divulguer les renseignements qu'elle reçoit au registrateur s'ils portent sur le droit de l'auteur d'une demande à une licence ou sur le droit d'un titulaire de licence d'en être titulaire. Elle doit également divulguer ces renseignements au ministre chargé de l'application de la Loi s'ils donnent à entendre raisonnablement qu'une personne peut être coupable d'une infraction prévue par la Loi.

La peine imposée à une personne morale qui est déclarée coupable d'une infraction à la Loi passe à une amende d'au moins 50 000 \$ et d'au plus 100 000 \$.

**An Act to amend  
the Private Investigators  
and Security Guards Act**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

**1. The *Private Investigators and Security Guards Act* is amended by adding the following heading immediately before section 1:**

DEFINITIONS, APPLICATION  
AND ADMINISTRATION OF ACT

**2. Section 1 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 39, section 13, is amended by adding the following definitions:**

“Commission” means the Private Investigators and Security Guards Complaints Commission established under section 31.2; (“Commission”)

“inspector” means an inspector appointed under section 31.4; (“inspecteur”)

**3. Clauses 2 (1) (c) and (g) of the Act are repealed.**

**4. The Act is amended by adding the following heading immediately before section 4:**

LICENCES

**5. Section 4 of the Act is amended by adding the following subsection:**

**Form of application**

(3) An application for a licence shall be accompanied by payment of the required fees and shall state the class of licence, if applicable, for which the applicant is applying.

**6. The Act is amended by adding the following section:**

**Eligibility for licence**

**5.1 (1)** A person is not eligible for a licence unless,

- (a) the person has attained the age of 18 years, if the person is an individual;
- (b) the person, within the prescribed time period, has passed the prescribed examinations or has attained the prescribed standards with respect to acting as a private investigator or security guard, if the person is an individual; and

**Loi modifiant la  
Loi sur les enquêteurs privés  
et les gardiens**

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

**1. La *Loi sur les enquêteurs privés et les gardiens* est modifiée par adjonction de l’intertitre suivant immédiatement avant l’article 1 :**

DÉFINITIONS, EXCEPTIONS  
ET APPLICATION DE LA LOI

**2. L’article 1 de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 13 du chapitre 39 des Lois de l’Ontario de 1997, est modifié par adjonction des définitions suivantes :**

«Commission» La Commission des plaintes contre les enquêteurs privés et les gardiens créée en application de l’article 31.2. («Commission»)

«inspecteur» L’inspecteur nommé en application de l’article 31.4. («inspecteur»)

**3. Les alinéas 2 (1) c) et g) de la Loi sont abrogés.**

**4. La Loi est modifiée par adjonction de l’intertitre suivant immédiatement avant l’article 4 :**

LICENCES

**5. L’article 4 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :**

**Forme de la demande**

(3) La demande de licence est accompagnée des droits requis et précise la catégorie de licence demandée, le cas échéant.

**6. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :**

**Droit à une licence**

**5.1 (1)** Une personne n’a droit à une licence que si elle satisfait aux critères suivants :

- a) elle a atteint l’âge de 18 ans, si elle est un particulier;
- b) elle a, dans le délai prescrit, réussi aux examens prescrits ou a répondu aux normes prescrites en ce qui concerne l’exercice des fonctions d’un enquêteur privé ou d’un gardien, si elle est un particulier;

- (c) a director or officer of the person, within the prescribed time period, has passed the examinations or has attained the standards mentioned in clause (b), if the person is a corporation.

**Same, persons with disabilities**

(2) A person with a disability as defined in subsection 2 (1) of the *Ontarians with Disabilities Act, 2001* is not ineligible for a licence unless the Registrar is satisfied that the disability prevents the person from adequately performing the functions for which the person requires the licence.

**Training**

(3) The examinations and standards mentioned in clauses (1) (b) and (c) shall be appropriate for the class of licence, if applicable, for which the applicant is applying and may be different for different classes of licences.

**Same**

(4) The examinations and standards mentioned in clauses (1) (b) and (c) shall include examinations and standards with respect to,

- (a) the force that a licensee may lawfully use when acting as a private investigator or security guard;
- (b) the safe use of firearms, if the licensee is required to use firearms when acting as a private investigator or security guard; and
- (c) the lawful means of making arrests, if the licensee is required to make arrests when acting as a security guard.

**7. Subsection 7 (1) of the Act is repealed and the following substituted:**

**Investigation of applicant**

(1) The Registrar or any person authorized by the Registrar may make whatever inquiry and investigation is considered sufficient regarding the character, financial position, competence and eligibility for a licence of an applicant or a licensee.

**8. (1) Subsection 8 (1) of the Act is repealed and the following substituted:**

**Issuance of licence**

(1) The Registrar shall issue a licence or renewal of a licence if of the opinion that the proposed licensing is not against the public interest and the applicant is eligible for the licence or the renewal.

**(2) Section 8 of the Act is amended by adding the following subsections:**

**Terms of licence**

(3) A licence is subject to those terms to give effect to the purposes of this Act that the Registrar imposes or that the regulations prescribe and the terms may be different for different classes of licences.

- c) un de ses administrateurs ou dirigeants a, dans le délai prescrit, réussi aux examens prescrits ou a répondu aux normes prescrites visés à l'alinéa b), si elle est une personne morale.

**Idem : personnes handicapées**

(2) Une personne qui a un handicap au sens du paragraphe 2 (1) de la *Loi de 2001 sur les personnes handicapées de l'Ontario* n'est pas inhabile à être titulaire d'une licence à moins que le registrateur soit convaincu que le handicap empêche la personne d'exercer, de façon adéquate, les fonctions pour lesquelles la licence est requise.

**Formation**

(3) Les examens et normes visés aux alinéas (1) b) et c) doivent convenir à la catégorie de licence demandée, le cas échéant, et peuvent être différents pour des catégories de licences différentes.

**Idem**

(4) Les examens et normes visés aux alinéas (1) b) et c) comprennent des examens et normes concernant les questions suivantes :

- a) la force que le titulaire d'une licence peut légalement utiliser à titre d'enquêteur privé ou de gardien;
- b) l'utilisation sécuritaire des armes à feu, si le titulaire d'une licence est obligé d'utiliser celles-ci à titre d'enquêteur privé ou de gardien;
- c) les moyens légaux d'effectuer des arrestations, si le titulaire d'une licence est obligé d'effectuer celles-ci à titre d'enquêteur privé ou de gardien.

**7. Le paragraphe 7 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :**

**Enquête sur l'auteur de la demande**

(1) Le registrateur ou toute autre personne qu'il autorise à cet effet peut procéder à toute enquête jugée suffisante sur la moralité, la situation financière et la compétence de l'auteur de la demande ou du titulaire d'une licence et sur leur droit à une licence.

**8. (1) Le paragraphe 8 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :**

**Délivrance d'une licence**

(1) Le registrateur délivre ou renouvelle une licence si, à son avis, cette mesure n'est pas contraire à l'intérêt public et l'auteur de la demande a droit à une licence ou au renouvellement de celle-ci.

**(2) L'article 8 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :**

**Conditions de la licence**

(3) La licence est subordonnée aux conditions propres à réaliser l'objet de la présente loi qu'impose le registrateur ou que prescrivent les règlements et peuvent être différentes pour des catégories de licence différentes.

**Use of equipment**

(4) The terms of a licence may include restrictions on the equipment that the licensee is authorized to use or prohibited from using in performing the functions for which the person requires the class of licence.

**Form of licence**

(5) A licence shall state the class of licence, if applicable, for which it is issued or renewed and the terms to which it is subject.

**9. Section 11 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 39, section 17, is amended by adding the following subsection:**

**Annual expiry**

(2) The expiry date shall not be later than the first anniversary of the day on which the licence is issued or renewed, if the licence was issued or renewed on or after the day on which the *Private Investigators and Security Guards Amendment Act, 2004* comes into force.

**10. Subsections 13 (1) and (2) of the Act are repealed.**

**11. Section 14 of the Act is amended by adding the following clause:**

- (a.1) the licensee is no longer eligible for the licence, if the licence was issued or renewed on or after the day on which the *Private Investigators and Security Guards Amendment Act, 2004* comes into force;

**12. The Act is amended by adding the following heading immediately before section 23:**

## CONDUCT OF LICENSEES

**13. Section 27 of the Act is amended by adding the following subsection:**

**Restriction**

(2) The uniform shall not be in a form that reasonably resembles or creates confusion with the uniform that a police officer is required to wear while on duty under the *Police Services Act*.

**14. The Act is amended by adding the following sections:**

**Motor vehicles of security guards**

**28.1** (1) Subject to subsection (2), no security guard while on duty shall use a motor vehicle except if the motor vehicle has the markings and colours that the Minister responsible for the administration of this Act specifies.

**Restriction**

(2) The markings and colours of the motor vehicle shall not reasonably resemble or create confusion with a marked police vehicle.

**Utilisation d'équipement**

(4) Les conditions de la licence peuvent comprendre des restrictions sur l'équipement que le titulaire d'une licence est autorisé ou n'est pas autorisé à utiliser dans l'exercice des fonctions pour lesquelles la personne exige la catégorie de licence.

**Forme de la licence**

(5) La licence précise la catégorie de licence, le cas échéant, pour laquelle elle est délivrée ou renouvelée et les conditions auxquelles elle est subordonnée.

**9. L'article 11 de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 17 du chapitre 39 des Lois de l'Ontario de 1997, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :**

**Expiration annuelle**

(2) La date d'expiration tombe au plus tard le premier anniversaire du jour de délivrance ou de renouvellement de la licence, si cette dernière a été délivrée ou renouvelée le jour de l'entrée en vigueur de la *Loi de 2004 modifiant la Loi sur les enquêteurs privés et les gardiens* ou par la suite.

**10. Les paragraphes 13 (1) et (2) de la Loi sont abrogés.**

**11. L'article 14 de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :**

- a.1) le titulaire d'une licence n'y a plus droit, si la licence a été délivrée ou renouvelée le jour de l'entrée en vigueur de la *Loi de 2004 modifiant la Loi sur les enquêteurs privés et les gardiens* ou par la suite;

**12. La Loi est modifiée par adjonction de l'inter-titre suivant immédiatement avant l'article 23 :**

## COMPORTEMENT DES TITULAIRES D'UNE LICENCE

**13. L'article 27 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :**

**Restriction**

(2) L'uniforme ne doit pas ressembler raisonnablement à celui qu'un agent de police de service est tenu de porter aux termes de la *Loi sur les services policiers* ou se confondre raisonnablement avec cet uniforme.

**14. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :**

**Véhicules automobiles des gardiens**

**28.1** (1) Sous réserve du paragraphe (2), un gardien ne doit pas utiliser un véhicule automobile lorsqu'il exerce les fonctions de son emploi, sauf si le véhicule automobile porte les inscriptions et couleurs que précise le ministre chargé de l'application de la présente loi.

**Restriction**

(2) Les inscriptions et couleurs du véhicule automobile ne doivent pas ressembler raisonnablement à celles d'un véhicule de police identifié ou se confondre raisonnablement avec celui-ci.

**Requirements for arrests**

**28.2** A person who employs or hires a security guard to make arrests when acting as a security guard shall provide the guard with a written statement annually setting out the requirements that the employer or hirer requires of the guard in that respect, including the manner in which the guard is to make arrests.

**15. Section 30 of the Act is amended by adding the following subsection:**

**Badges**

(2) No licensee while acting as a private investigator or security guard shall wear or use badges, shields or insignia that reasonably resemble or create confusion with the badges, shields or insignia worn or used by a police officer while on duty under the *Police Services Act*.

**16. The Act is amended by adding the following sections:**

**Equipment**

**31.1** No licensee while acting as a private investigator or security guard shall use any prescribed equipment in circumstances that are prescribed.

## COMPLAINTS COMMISSION

**Private Investigators and Security Guards Complaints Commission**

**31.2** (1) There is hereby established a commission to be known in English as the Private Investigators and Security Guards Complaints Commission and in French as Commission des plaintes contre les enquêteurs privés et les gardiens.

**Members**

(2) The Commission shall consist of the members that the Lieutenant Governor in Council appoints, but shall not include as members persons who are or have been private investigators or security guards or members of bodies that represent them.

**Term of office**

(3) The members of the Commission shall hold office for the term specified in their appointment.

**Chair, vice-chairs**

(4) The Lieutenant Governor in Council may designate one of the members of the Commission as the chair and one or more members of the Commission as vice-chairs.

**Employees**

(5) The employees that the Commission considers necessary to carry out its duties may be appointed under the *Public Service Act*.

**Delegation**

(6) The chair may authorize a member or employee of the Commission to exercise the Commission's powers and perform its duties with respect to a particular matter, except for its duties under subsections (7) and (8).

**Arrestations**

**28.2** La personne qui emploie ou embauche un gardien pour faire des arrestations lorsqu'il agit à titre de gardien doit lui fournir annuellement une déclaration écrite énonçant ce qu'elle exige de lui à cet égard, notamment la manière d'effectuer une arrestation.

**15. L'article 30 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :**

**Insignes**

(2) Lorsqu'il agit à titre d'enquêteur privé ou de gardien, le titulaire d'une licence ne doit pas porter ou utiliser des insignes, des écussons ou des marques qui ressemblent raisonnablement aux insignes, écussons ou marques qu'un agent de police de service porte ou utilise aux termes de la *Loi sur les services policiers* ou qui se confondent raisonnablement avec eux.

**16. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :**

**Équipement**

**31.1** Lorsqu'il agit à titre d'enquêteur privé ou de gardien, le titulaire d'une licence ne doit pas utiliser d'équipement prescrit dans les circonstances prescrites.

## COMMISSION DES PLAINTES

**Commission des plaintes contre les enquêteurs privés et les gardiens**

**31.2** (1) Est créée une commission appelée la Commission des plaintes contre les enquêteurs privés et les gardiens en français et Private Investigators and Security Guards Complaints Commission en anglais.

**Membres**

(2) La Commission se compose des membres que nomme le lieutenant-gouverneur en conseil. Sont exclues les personnes qui sont ou qui ont été des enquêteurs privés, des gardiens ou des membres d'organismes représentatifs des enquêteurs privés ou des gardiens.

**Mandat**

(3) Le mandat des membres de la Commission est précisé dans leur nomination.

**Président, vice-présidents**

(4) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut désigner un membre de la Commission comme président et un membre ou plus de celle-ci comme vice-présidents.

**Employés**

(5) Les employés que la Commission estime nécessaires pour l'exercice de ses fonctions sont nommés aux termes de la *Loi sur la fonction publique*.

**Délégation**

(6) Le président peut autoriser un membre ou employé de la Commission à exercer les pouvoirs et fonctions de celle-ci relativement à une question particulière, à l'exception des fonctions prévues aux paragraphes (7) et (8).

**Duties**

(7) At the direction of the Minister responsible for the administration of this Act, the Commission shall,

- (a) advise the Minister on the enforcement of this Act and the regulations and on programs of public information related to this Act;
- (b) examine and review this Act and the regulations and make recommendations to the Minister for amending them; and
- (c) advise the Minister on all other matters related to the subject-matter of this Act that the Minister directs.

**Reports**

(8) The Commission shall give the Minister an annual report on its activities within 60 days of the end of each year and whatever other reports that the Minister requests.

**Complaints**

**31.3** (1) A person who has reasonable grounds to believe that an applicant for a licence or a licensee has contravened or is about to contravene this Act, the regulations or, in the case of a licensee, a term of the licence of the licensee may make a complaint to the Commission.

**Form of complaint**

(2) A complaint that a person makes under subsection (1) shall be in writing and identify the person about whom the complaint is made.

**Request for information**

(3) If the Commission receives a complaint about a person under subsection (1), the Commission may request information in relation to the complaint from the person or any licensee.

**Form of request**

(4) The request for information shall be in writing and indicate the nature of the complaint.

**Duty to comply**

(5) The person who receives the request for information shall provide the information as soon as practicable.

**Power to mediate**

(6) In handling complaints, the Commission may attempt to mediate or resolve the complaint.

**Inspectors**

**31.4** (1) The Commission may appoint any person to be an inspector for the purpose of determining whether an applicant for a licence or a licensee has contravened or is about to contravene this Act, the regulations or, in the case of a licensee, a term of the licence of the licensee.

**Fonctions**

(7) La Commission fait ce qui suit sur l'ordre du ministre chargé de l'application de la présente loi :

- a) elle conseille le ministre sur l'exécution de la présente loi et des règlements et sur les programmes d'information du public liés à la présente loi;
- b) elle examine les lois et les règlements et fait des recommandations au ministre visant à les modifier;
- c) elle conseille le ministre sur toutes les autres questions liées à l'objet de la présente loi que le ministre ordonne.

**Rapports**

(8) La Commission remet au ministre un rapport annuel de ses activités dans les 60 jours qui précèdent la fin de l'année, ainsi que tout autre rapport que le ministre demande.

**Plaintes**

**31.3** (1) Peut présenter une plainte à la Commission quiconque a des motifs raisonnables de croire que l'auteur d'une demande de licence ou le titulaire d'une licence a enfreint ou s'apprête à enfreindre la présente loi ou les règlements, ou, dans le cas du titulaire d'une licence, une condition de celle-ci.

**Forme de la plainte**

(2) La plainte présentée en application du paragraphe (1) est présentée sous forme écrite et identifie la personne qui en fait l'objet.

**Demande de renseignements**

(3) Si elle reçoit une plainte au sujet d'une personne en application du paragraphe (1), la Commission peut demander des renseignements sur la plainte à cette personne ou à un titulaire d'une licence.

**Forme de la demande de renseignements**

(4) La demande de renseignements est présentée sous forme écrite et indique la nature de la plainte.

**Conformité**

(5) Quiconque reçoit une demande de renseignements les fournit le plus tôt possible.

**Pouvoir de médiation**

(6) Lorsqu'elle traite les plaintes, la Commission peut tenter de régler la plainte ou de la résoudre par la médiation.

**Inspecteurs**

**31.4** (1) La Commission peut nommer une personne comme inspecteur afin de déterminer si l'auteur d'une demande de licence ou le titulaire d'une licence a enfreint ou s'apprête à enfreindre la présente loi ou les règlements, ou, dans le cas du titulaire d'une licence, une condition de celle-ci.

**Certificate of appointment**

(2) The chair of the Commission shall issue to every inspector a certificate of appointment, bearing the chair's signature or a facsimile of it.

**Proof of appointment**

(3) Every inspector who exercises powers under this Act shall, upon request, produce the certificate of appointment as an inspector.

**Inspection without warrant**

**31.5** (1) If the Commission receives a complaint about a person under subsection 31.3 (1), an inspector may, without warrant or court order, conduct an inspection in accordance with this section if the inspector does so for the purpose of determining whether the person has contravened or is about to contravene this Act, the regulations or a term of a licence.

**Powers of inspector**

(2) In an inspection under this section, an inspector may,

- (a) stop, detain, enter and inspect a vehicle if the inspector has reasonable grounds to believe that it contains evidence that the person about whom the complaint is made is contravening or is about to contravene this Act, the regulations or a term of a licence;
- (b) enter and inspect any premises in accordance with this section if the inspector has reasonable grounds to believe that it contains evidence that the person about whom the complaint is made is contravening or is about to contravene this Act, the regulations or a term of a licence;
- (c) inquire into all records and other matters that are relevant to an inspection;
- (d) demand the production for inspection of any thing relevant to the inspection from the persons being inspected;
- (e) use any data storage, processing or retrieval device or system belonging to the persons being inspected in order to produce a record in readable form of the records and other matters produced in response to a demand mentioned in clause (d); or
- (f) in accordance with the regulations, seize or detain any thing relevant to the inspection if the thing is capable of being seized or detained.

**Entry to dwellings**

(3) An inspector shall not, without the consent of the occupier, exercise a power to enter a place that is being used as a dwelling, except under the authority of a search warrant issued under section 158 of the *Provincial Offences Act*.

**Time for entry**

(4) An inspector shall exercise the power to enter a

**Certificat de nomination**

(2) Le président de la Commission délivre à chaque inspecteur un certificat de nomination portant sa signature ou un facsimilé de celle-ci.

**Preuve de la nomination**

(3) L'inspecteur qui exerce des pouvoirs en vertu de la présente loi produit sur demande son certificat de nomination.

**Inspection sans mandat**

**31.5** (1) Si la Commission reçoit une plainte au sujet d'une personne en application du paragraphe 31.3 (1), un inspecteur peut, sans mandat ni ordonnance du tribunal, procéder à une inspection conformément au présent article afin de déterminer si la personne a enfreint ou s'apprête à enfreindre la présente loi, les règlements ou une condition d'une licence.

**Pouvoirs de l'inspecteur**

(2) Lors d'une inspection prévue au présent article, l'inspecteur peut :

- a) arrêter et détenir un véhicule, y pénétrer et y procéder à une inspection s'il a des motifs raisonnables de croire que le véhicule contient des preuves que la personne faisant l'objet de la plainte a enfreint ou s'apprête à enfreindre la présente loi, les règlements ou une condition d'une licence;
- b) pénétrer dans des locaux conformément au présent article et y procéder à une inspection s'il a des motifs raisonnables de croire qu'ils contiennent des preuves que la personne faisant l'objet de la plainte a enfreint ou s'apprête à enfreindre la présente loi, les règlements ou une condition d'une licence;
- c) se renseigner sur les dossiers et autres questions qui sont pertinentes à l'inspection;
- d) exiger que les personnes faisant l'objet de l'inspection produisent, aux fins d'examen, tout élément pertinent à l'inspection;
- e) recourir aux dispositifs ou systèmes de stockage, de traitement ou d'extraction des données qui appartiennent aux personnes faisant l'objet de l'inspection, en vue de produire sous une forme lisible un document contenant des dossiers et d'autres questions produits à la suite de l'exigence visée à l'alinéa d);
- f) conformément aux règlements, saisir ou détenir tout élément pertinent à l'enquête, à condition qu'il soit possible de le saisir ou détenir.

**Accès à un logement**

(3) L'inspecteur ne doit pas, sans le consentement de l'occupant, exercer le pouvoir de pénétrer dans un lieu qui est utilisé comme logement, si ce n'est aux termes d'un mandat de perquisition décerné en vertu de l'article 158 de la *Loi sur les infractions provinciales*.

**Heures d'exercice des pouvoirs**

(4) L'inspecteur n'exerce le pouvoir d'entrée dans des

premises or vehicle under this section only during reasonable hours for the premises or vehicle.

**Written demand**

(5) A demand for things or copies or extracts from them under subsection (2) shall be in writing and shall include a statement of the nature of the things that are required to be produced.

**No obstruction**

(6) No person shall obstruct an inspector who is exercising powers under this section or provide an inspector with false or misleading information.

**Assistance**

(7) An inspector who exercises powers under this section may,

- (a) call on any person for whatever assistance the inspector considers necessary to accomplish what the inspector is empowered to do;
- (b) call for the assistance of any member of the Ontario Provincial Police or the municipal police force in the area where the assistance is required to preserve the peace.

**Person assisting**

(8) A person assisting an inspector in exercising powers under this section has the powers of an inspector while acting under the direction of the inspector.

**Obligation to assist**

(9) If an inspector makes a demand for any thing under subsection (2), the person having custody of the thing shall produce it to the inspector and, at the request of the inspector, shall provide whatever assistance is reasonably necessary, including using any data storage, processing or retrieval device or system to produce a record in readable form, if the demand is for a document.

**Removal of things**

(10) If a person produces things to an inspector, the inspector may, on issuing a written receipt, remove them and may,

- (a) review or copy any of them or part of them; or
- (b) bring them before a justice, in which case section 159 of the *Provincial Offences Act* applies.

**Return of things seized**

(11) The inspector shall carry out any reviewing or copying of things with reasonable dispatch, and shall forthwith after the reviewing or copying return the things to the person who produced them.

**Admissibility of copies**

(12) A copy certified by an inspector as a copy made under clause (10) (a) is admissible in evidence to the same extent, and has the same evidentiary value, as the thing copied.

locaux ou un véhicule visé au présent article que pendant les heures raisonnables pour les locaux ou le véhicule.

**Exigence par écrit**

(5) L'exigence d'éléments, de copies ou d'extraits de ces éléments en application du paragraphe (2) est formulée par écrit et explique la nature des éléments devant être produits.

**Entrave**

(6) Nul ne doit entraver l'enquêteur dans l'exercice des pouvoirs que lui confère le présent article ni lui fournir des renseignements faux ou trompeurs.

**Aide**

(7) L'inspecteur qui exerce les pouvoirs que lui confère le présent article peut :

- a) demander à une personne l'aide qu'il estime nécessaire pour accomplir ce qu'il est autorisé à faire;
- b) demander l'aide d'un membre de la Police provinciale de l'Ontario ou du corps de police municipal de la région où il exige cette aide pour maintenir la paix.

**Pouvoir de la personne**

(8) La personne qui aide l'inspecteur dans l'exercice des pouvoirs que lui confère le présent article a les pouvoirs d'un inspecteur pendant qu'elle agit sous la direction de celui-ci.

**Aide obligatoire**

(9) Si l'inspecteur demande une chose quelconque visée au paragraphe (2), la personne qui a la garde de la chose la lui remet et lui fournit sur demande l'aide qui est raisonnablement nécessaire en l'occurrence, notamment en ayant recours aux dispositifs ou systèmes de stockage, de traitement ou d'extraction des données qui permettent de produire un document sous une forme lisible, s'il s'agit d'un document.

**Enlèvement de choses produites**

(10) Si une personne produit des choses à l'intention de l'inspecteur, ce dernier peut, après avoir délivré un récépissé écrit à cet effet, enlever les choses qui sont produites et peut selon le cas :

- a) les examiner ou les copier, en tout ou en partie;
- b) les apporter devant un juge, auquel cas l'article 159 de la *Loi sur les infractions provinciales* s'applique.

**Remise des choses produites**

(11) L'inspecteur examine ou copie les choses avec une diligence raisonnable et les remet sans délai après les avoir examinées ou copiées à la personne qui les a produites.

**Admissibilité des copies**

(12) La copie qu'un inspecteur certifie comme étant une copie faite en vertu de l'alinéa (10) a) est admissible en preuve au même titre que l'original et a la même valeur probante que lui.

**Disclosure of information**

**31.6** (1) The Commission shall disclose information that it receives under section 31.3 or 31.5,

- (a) to the Registrar if the information relates to the eligibility of an applicant for a licence or a licensee to hold a licence; and
- (b) to the Minister who is responsible for the administration of this Act if the information reasonably indicates that a person may be guilty of an offence under this Act.

**Confidentiality**

(2) Subject to subsections (1) and 31.2 (8), the Commission shall preserve secrecy with respect to the information that it receives under this section and shall not disclose the information to any person except,

- (a) to the Minister who is responsible for the administration of this Act for the purpose of the administration or enforcement of this Act or the regulations;
- (b) to a law enforcement agency;
- (c) to its counsel; or
- (d) with the consent of the person to whom the information relates.

**Testimony**

(3) Except in a proceeding under this Act, no member of the Commission shall be required to give testimony in a civil proceeding with regard to information that the Commission receives under section 31.3 or 31.5.

## GENERAL

**Crown liability**

**31.7** (1) In this section,

“Crown appointee” means a person who is appointed under this Act but who is not a Crown employee within the meaning of the *Public Service Act*; (“représentant de la Couronne”)

“Minister” means the Minister responsible for the administration of this Act; (“ministre”)

“Ministry” means the Ministry of the Minister. (“ministère”)

**No liability**

(2) No action or other proceeding shall be instituted against the Crown, the Minister or any employee of the Ministry,

- (a) for any act done or neglect or default in the execution or intended execution of a power or duty under this Act by,
  - (i) a person who is not a Crown employee within the meaning of the *Public Service Act* and not a Crown appointee, or

**Divulgence des renseignements**

**31.6** (1) La Commission divulgue les renseignements qu'elle reçoit aux termes de l'article 31.3 ou 31.5 aux personnes suivantes :

- a) le registrateur, s'ils portent sur le droit de l'auteur d'une demande à une licence ou sur le droit d'un titulaire de licence d'en être titulaire;
- b) le ministre chargé de l'application de la présente loi, s'ils donnent raisonnablement à entendre qu'une personne serait coupable d'une infraction prévue par la présente loi.

**Confidentialité**

(2) Sous réserve des paragraphes (1) et 31.2 (8), la Commission est tenue au secret à l'égard des renseignements qu'elle reçoit aux termes du présent article et ne doit rien en divulguer à qui que ce soit, sauf, selon le cas :

- a) au ministre chargé de l'application de la présente loi, pour l'application ou l'exécution de celle-ci ou des règlements;
- b) à un organisme chargé de l'exécution de la loi;
- c) à son avocat;
- d) avec le consentement de la personne à laquelle se rapportent les renseignements.

**Témoignage**

(3) Les membres de la Commission ne doivent pas être contraints à témoigner dans une instance civile relative à des renseignements que la Commission reçoit aux termes de l'article 31.3 ou 31.5, sauf dans une instance introduite en vertu de la présente loi.

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**Immunité de la Couronne**

**31.7** (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«ministre» Le ministre chargé de l'application de la présente loi. («Minister»)

«ministère» Le ministère du ministre. («Ministry»)

«représentant de la Couronne» Personne nommée en vertu de la présente loi, sauf les employés de la Couronne au sens de la *Loi sur la fonction publique*. («Crown appointee»)

**Immunité**

(2) Sont irrecevables les actions ou autres instances introduites contre la Couronne, le ministre ou un employé du ministère :

- a) soit pour un acte accompli ou pour une négligence ou une omission commise dans l'exercice effectif ou censé tel d'un pouvoir ou d'une fonction conféré par la présente loi :
  - (i) par une personne qui n'est pas un employé de la Couronne au sens de la *Loi sur la fonction publique* ni un représentant de la Couronne,

- (ii) a person who is assisting an inspector in exercising powers under section 31.5, if the inspector is not a Crown employee within the meaning of the *Public Service Act* or not a Crown appointee; or
- (b) for any tort committed by a person described in clause (a) or an employee or agent of the person in relation to a power or duty described in that clause.

#### No personal liability

(3) Except in the case of an application for judicial review or an action or proceeding that any Act or regulation under this or any other Act specifically provides with respect to a person mentioned in this subsection, no action or other proceeding for damages or otherwise shall be instituted against any of the following persons for any act done in good faith in the execution or intended execution of any duty or authority under this Act or for any alleged neglect or default in the execution in good faith of that duty or authority:

1. An employee of the Ministry.
2. A Crown employee within the meaning of the *Public Service Act*.
3. A member of the Commission.
4. A Crown appointee.
5. A person who is assisting an inspector in exercising powers under section 31.5, if the inspector is a Crown employee within the meaning of the *Public Service Act* or a Crown appointee.

#### Crown liability

(4) Subsection (3) does not, by reason of subsections 5 (2) and (4) of the *Proceedings Against the Crown Act*, relieve the Crown of liability in respect of a tort committed by an agent or servant of the Crown to which it would otherwise be subject.

**17. Subsection 32 (2) of the Act is repealed and the following substituted:**

#### Corporation

(2) Despite the penalty specified in subsection (1), a corporation that is convicted of an offence under that subsection is liable to a fine of not less than \$50,000 and not more than \$100,000.

**18. (1) Subsection 34 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 39, section 26, is amended by adding the following clauses:**

- (b) prescribing anything that is mentioned in this Act as being prescribed by the regulations;
- (f) specifying what bodies can set the examinations mentioned in clause 5.1 (1) (b) or (c) and what the examinations must contain;

- (ii) par une personne qui aide un inspecteur dans l'exercice des pouvoirs que lui confère l'article 31.5, si celui-ci n'est pas un employé de la Couronne au sens de la *Loi sur la fonction publique* ni un représentant de la Couronne;

- b) soit pour un délit civil commis par une personne visée à l'alinéa a) ou un employé ou mandataire de celle-ci relativement aux pouvoirs ou aux fonctions visés à cet alinéa.

#### Aucune responsabilité personnelle

(3) Sauf dans le cas d'une requête en révision judiciaire, d'une action ou d'une instance expressément prévue dans une loi ou un règlement pris en application de la présente loi ou d'une autre loi à l'égard d'une personne visée au présent paragraphe, est irrecevable l'action ou la poursuite, notamment la poursuite en dommages-intérêts, intentée contre l'une ou l'autre des personnes suivantes pour tout acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel d'une fonction ou d'un pouvoir dans le cadre de la présente loi, ou pour une négligence ou une omission qui aurait été commise dans l'exercice de bonne foi de cette fonction ou de ce pouvoir :

1. Un employé du ministère.
2. Un employé de la Couronne au sens de la *Loi sur la fonction publique*.
3. Un membre de la Commission.
4. Un représentant de la Couronne.
5. Une personne qui aide un inspecteur dans l'exercice des pouvoirs que lui confère l'article 31.5, si celui-ci est un employé de la Couronne au sens de la *Loi sur la fonction publique* ou un représentant de la Couronne.

#### Responsabilité de la Couronne

(4) Malgré les paragraphes 5 (2) et (4) de la *Loi sur les instances introduites contre la Couronne*, le paragraphe (3) ne dégage pas la Couronne de la responsabilité qu'elle serait autrement tenue d'assumer à l'égard d'un délit civil commis par un mandataire ou un préposé de la Couronne.

**17. Le paragraphe 32 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :**

#### Personne morale

(2) Malgré la peine précisée au paragraphe (1), la personne morale qui est déclarée coupable d'une infraction prévue à ce paragraphe est passible d'une amende d'au moins 50 000 \$ et d'au plus 100 000 \$.

**18. (1) Le paragraphe 34 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 26 du chapitre 39 des Lois de l'Ontario de 1997, est modifié par adjonction des alinéas suivants :**

- b) prescrire tout ce que la présente loi mentionne comme étant prescrit;
- f) préciser les organismes aptes à fixer les examens prévus à l'alinéa 5.1 (1) b) ou c) et le contenu de ceux-ci;

- (f.1) specifying classes of licences and restrictions that apply to a particular class of licence;
- (f.2) setting out a code of conduct that licensees shall comply with when acting as a private investigator or security guard;

**(2) Section 34 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 39, section 26, is amended by adding the following subsections:**

**Record of use of force**

(1.1) A regulation made under clause (1) (g) shall require a licensee to keep a record of all incidents in which the licensee used force while acting as a private investigator or security guard, containing all particulars that the regulation specifies, and to furnish a copy of the record annually to the Minister responsible for the administration of this Act at the times that the regulation specifies.

**Public access to record**

(1.2) On receiving the copy of the record, the Minister shall make it available for inspection by the public in the manner that the Minister considers appropriate.

**(3) Clause 34 (2) (a) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 39, section 26, is amended by adding “subject to subsections 27 (2) and 30 (2)” at the beginning.**

**(4) Subsection 34 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 39, section 26, is amended by adding the following clause:**

- (b.1) subject to subsection 28.1 (2), specify the markings and colours that a motor vehicle is required to have when a security guard uses it while on duty;

**Commencement**

**19. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.**

**Short title**

**20. The short title of this Act is the *Private Investigators and Security Guards Amendment Act, 2004*.**

- f.1) préciser les catégories de licences et les restrictions s’appliquant à une catégorie particulière;

- f.2) élaborer un code de déontologie que le titulaire d’une licence doit respecter lorsqu’il agit à titre d’enquêteur privé ou de gardien;

**(2) L’article 34 de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 26 du chapitre 39 des Lois de l’Ontario de 1997, est modifié par adjonction des paragraphes suivants :**

**Dossier relatif à l’usage de la force**

(1.1) Le règlement pris en application du paragraphe (1) g) exige du titulaire d’une licence de tenir un dossier, avec les précisions que prescrit le règlement, des incidents dans lesquels il a fait usage de la force à titre d’enquêteur privé ou de gardien et d’en remettre une copie annuellement au ministre chargé de l’application de la présente loi, aux moments que précise le règlement.

**Consultation par le public**

(1.2) Sur réception d’une copie du dossier, le ministre la met à la disposition du public, de la manière qu’il estime appropriée.

**(3) L’alinéa 34 (2) a) de la Loi, tel qu’il est édicté par l’article 26 du chapitre 39 des Lois de l’Ontario de 1997, est modifié par adjonction de «sous réserve des paragraphes 27 (2) et 30 (2),» au début de l’alinéa.**

**(4) Le paragraphe 34 (2) de la Loi, tel qu’il est édicté par l’article 26 du chapitre 39 des Lois de l’Ontario de 1997, est modifié par adjonction de l’alinéa suivant :**

- b.1) sous réserve du paragraphe 28.1 (2), préciser les inscriptions et couleurs qu’un véhicule automobile doit porter lorsqu’un gardien l’utilise en exerçant ses fonctions;

**Entrée en vigueur**

**19. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.**

**Titre abrégé**

**20. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2004 modifiant la Loi sur les enquêteurs privés et les gardiens*.**